

## CSE HSO du 16/02/23 – Déclaration CGT

### Le gouvernement persiste dans une réforme injuste et inutile

L'examen parlementaire de la réforme est en cours, un examen particulièrement brouillon et cacophonique, dans lequel le message essentiel est dilué.

Depuis près d'un mois maintenant, le gouvernement est en difficulté pour justifier la réforme. Les documents officiels contredisent tout l'argumentaire des porte-paroles du projet : Malgré les annonces, une analyse des documents (dossier de presse, étude d'impact) indique que toutes les populations seront impactées par des mesures négatives.

Les salariés dont les carrières sont incomplètes seront les plus touchés, dans cette population, on retrouve la grande majorité des femmes. Les alternants, dont les périodes d'apprentissage avant 2014 devront être rachetées pour être décomptées. Les faibles pensions, qui ne seront pas toutes revalorisées à 1200€. Les futurs embauchés des régimes spéciaux, qui se verront privés de droits supplémentaires.

Et bien sûr, en rajoutant 2 ans de travail à tout le monde.

Le gouvernement a tenté d'entretenir un flou sur l'application des mesures volontairement pour obtenir l'adhésion populaire. Dernier exemple en date, les carrières longues.

Pour faire plaisir à la droite républicaine et gagner leurs votes à l'assemblée, le gouvernement annonce faire un geste pour les carrières longues. Mais, quel geste ?

1. Dans le projet initial, les carrières longues devaient travailler un an de plus que la durée requise. Pourquoi quelqu'un qui a travaillé plus tôt que les autres devrait-il subir ce dispositif ? Quelle est la raison de ce bonus ? Une année travaillée à 20 ans vaudrait-elle moins qu'une année travaillée à 30, 50 ou 67 ans ?
2. Le gouvernement annonce un geste pour cette population : la durée requise sera la même. Le cadeau est formidable : avoir les mêmes conditions que tout le monde est érigé au rang de victoire sociale. Quelle victoire !
3. Si l'on regarde plus en détail, le gouvernement fait une annonce sur la durée requise, mais jamais sur l'âge légal.  
Beaucoup de carrières longues vont devoir travailler au-delà de la durée requise pour atteindre l'âge d'anticipation prévu. Le gouvernement n'a, en fait, fait aucun cadeau.

On peut tirer de ceci :

La volonté de passer en force, la volonté désespérée de chercher des alliés de circonstances, mais surtout une propension formidable à penser que les Français sont des demeurés incapables de lire et comprendre un texte et son application.

Cessons de mépriser les Français, parlons leurs franchement, ils peuvent aussi exprimer d'autres solutions pour le financement des retraites qui ne mettront pas à contributions que les salariés. D'autres sources de trésorerie sont possibles, il suffit juste d'avoir la volonté politique de le faire.

Pour s'opposer à ce projet injuste, la délégation CGT quitte le CSE Hydro Sud-Ouest de ce jour et participera en grève aux manifestations interprofessionnelles.

Toulouse, le 16 février 2023